

La société civile prépare une période de transition

RD CONGO Une dizaine d'associations et mouvements ont signé un manifeste à Paris

► Face aux blocages politiques, des groupes issus de la société civile réclament le départ du président Joseph Kabila.
► Ils vont lancer une « campagne d'actions pacifiques ».

A mains nues, mais déterminés... Réunis à Paris, des représentants de la société civile congolaise ont pris acte des blocages de la situation dans leur pays. Alors que, voici un an, le changement semblait à portée de main, nombreux étaient les Congolais qui espéraient que dans un délai raisonnable, le président Kabila céderait le pouvoir après l'expiration de son mandat le 18 décembre 2016. C'était mal connaître un homme qui joue avec le temps comme le chat avec une souris : en dépit des divers arrangements politiques, rien n'a réellement bougé et la Commission électorale a reconnu qu'il lui serait impossible d'organiser des élections crédibles en 2017, même si 78 % des électeurs ont déjà été enregistrés.

Les signataires ne briguent pas le pouvoir, mais souhaitent un retour à l'ordre constitutionnel

C'est pourquoi des représentants de la société civile, reconnaissant l'échec des stratégies menées depuis un an, se sont réunis durant trois jours à Paris pour faire le point. Cette fois, Lucha, Filimbi, des organisations qui tentent surtout de mobiliser les jeunes, ont reçu de

nouveaux soutiens, et non des moindres. La Cenco (conférence épiscopale du Congo) a rejoint la position des jeunes radicaux, car les évêques du Congo estiment avoir été dupés. En décembre dernier en effet, les religieux avaient réussi à désamorcer la crise en réussissant, in extremis,

à conclure les « accords de la Saint-Sylvestre » qui prévoyaient des élections en 2017, la nomination d'un Premier ministre issu de l'opposition et surtout l'engagement du président à ne pas se représenter pour un autre mandat. Depuis lors, la perspective des élections s'est éloignée, le front commun de l'opposition s'est fissuré et toutes les institutions du pays sont hors mandat, qu'il s'agisse des députés, des sénateurs (non renouvelés depuis 2007), des assemblées provinciales en place depuis 2006.

De plus, dans ce pays privé de cadre légal, la violence et l'insécurité s'étendent dans de larges zones du Kivu, du Congo central,

des Kasai, offrant un terrain propice à l'instauration d'un éventuel état d'urgence. Face au vide institutionnel, la puissante Eglise catholique se prépare à appeler ses fidèles à se « prendre en charge », c'est-à-dire à multiplier les actions non violentes et à récuser l'autorité d'un pouvoir qui n'a pas tenu ses promesses.

Les participants à la rencontre ne briguent pas le pouvoir pour eux-mêmes, mais souhaitent un retour à l'ordre constitutionnel et, selon les termes du nouveau venu Sindika Dokolo – lire ci-contre –, ils veulent dire « stop au président Kabila ». Le manifeste issu de la réunion souhaite « un retour à l'ordre démocratique » et « appelle le peuple congolais à user de son devoir sacré de faire échec, avec des moyens pacifiques et non violents, à la tentative du président Kabila de se maintenir au pouvoir au-delà du 31 décembre 2017 ».

Récusant désormais une prolongation, même négociée, du pouvoir présidentiel actuel, les signataires se situent désormais dans une autre perspective : celle d'un départ du président Kabila, qui ouvrirait une période de transition citoyenne dont les animateurs auraient pour tâche principale d'organiser des élections crédibles, transparentes, ouvertes et libres. Ces animateurs ne seraient pas candidats aux élections, ce qui garantirait

l'indépendance de leur action et leur permettrait de mettre en place un nouveau système de gouvernance, de libérer les prisonniers politiques et de rouvrir les médias fermés.

Quant aux moyens mis en place pour obtenir l'application de leur programme, les signataires comptent avant tout sur une campagne d'actions pacifiques et non violentes. Les noms de personnalités susceptibles de diriger cette transition ont déjà été cités : il a été question du cardinal Monsengwo, qui dirigea déjà la Conférence nationale souveraine au début des années 90, et la personnalité charismatique du docteur Mukwege a également été évoquée. Sans que

ce dernier ait jamais manifesté publiquement son intérêt pour le poste périlleux de président de la période de transition, son nom circule désormais avec insistance dans les milieux de la diaspora et sur les réseaux sociaux.

A première vue, après l'échec relatif des « Opérations Ville morte », au vu de l'arsenal répressif dont s'est doté le pouvoir et compte tenu de la crise économique qui empêche toute mobilisation de longue durée, on ne peut que s'interroger sur les chances de réussite des signataires du Manifeste. Sauf qu'au Congo, c'est souvent au moment où tout semble bloqué que surgit l'imprévu... ■

COLETTE BRAECKMAN

NOUVEAU VENU

Une recrue de poids

Une nouvelle recrue s'est ajoutée à cette opposition non partisane : Sindika Dokolo, qui a créé le mouvement « Les Congolais debout ». S'il est encore inconnu du grand public, Dokolo n'est pas n'importe qui : fils d'un grand banquier qui tomba en disgrâce sous Mobutu, il vécut longtemps en Angola où il épousa Isabel dos Santos. Cette dernière, souvent qualifiée de « femme la plus riche d'Afrique », est la fille du président Eduardo dos Santos, au pouvoir depuis 1976. Par le biais de son épouse à la tête de la société pétrolière nationale et femme d'affaires redoutable, Dokolo dispose de ressources considérables qui pourraient soutenir des actions citoyennes. Novice en politique, il s'est toutefois déjà fait connaître par son combat pour le rapatriement des œuvres d'art africain exposées dans les musées d'Europe et des Etats-Unis.

C.B.